



Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2018

6^{ème} édition



Institut National de la Statistique/
National Institute of Statistics

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Web site www.ins-cameroun.cm

Février 2021

Chiffres clés

- 34 688 entreprises modernes répertoriées dont 14 371 implantées à Douala (41,4%) et 12 252 à Yaoundé (35,3%).
- 60,5% des unités économiques sont des entreprises individuelles.
- 354 756 employés permanents dans le secteur moderne en 2018.
- 12 655 milliards de FCFA de chiffre d'affaires généré par les entreprises modernes.
- Les entreprises d'effectifs employés supérieurs à 100 personnes représentent 1,3% de l'ensemble mais emploient 59,6% des effectifs permanents.
- Le secteur primaire concentre 1,0% des entreprises, emploie 9,0% des effectifs et génère 2,4% du chiffre d'affaires global.
- Le secteur secondaire concentre 9,5% des entreprises, emploie 30,0% des effectifs et génère 32,3% du chiffre d'affaires global.
- Le secteur tertiaire concentre 89,5% des entreprises, emploie 61,0% des effectifs et génère 65,3% du chiffre d'affaires global.
- Les entreprises de chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards de FCFA représentent 1,3% de l'ensemble des entreprises et cumulent 79,8% du chiffre d'affaires total.

Avant-propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la 6^{ème} édition du répertoire et de la démographie des entreprises modernes en activité au Cameroun en 2018.

Cette édition est publiée dans un contexte marqué, d'une part, par l'entrée en vigueur du nouvel Acte uniforme révisé relatif au droit et au système comptable OHADA depuis janvier 2018 et, d'autre part, par le processus de dématérialisation de la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) intervenue en 2019, dont sont assujetties, dans un premier temps, les entreprises relevant de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et des Centre des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME).

Les informations statistiques contenues dans cette édition retracent la situation des entreprises assujetties à la DSF, notamment en termes d'identification, de localisation, d'activité économique, de chiffre d'affaires et d'emplois. Il prend appui sur une base de 34 688 entreprises répertoriées en 2018.

A travers la télé déclaration effective pour les grandes et moyennes entreprises, l'opportunité est offerte à l'INS d'améliorer les délais de publication du répertoire et d'élargir le champ des informations publiées. En ce qui concerne les entreprises relevant des Centre Divisionnaires des Impôts (CDI), la mise en œuvre des réformes susmentionnées à cette catégorie de contribuables permettra de renforcer la couverture des Très Petites Entreprises (TPE).

L'INS tient à remercier les responsables des entreprises ayant télétransmis ou déposé leur DSF au cours de l'exercice sous-revu. Par ailleurs, l'Institut encourage les entreprises, quelle que soit leur taille, à procéder à ces obligations dans les délais réglementaires et sous les formats appropriés, par le respect du modèle de formulaire standard de la DSF révisée 2019, du format de diffusion électronique (Excel et PDF).

L'Institut remercie également les Administrations, notamment le Ministère des Finances (MINFI) à travers la Direction Générale des Impôts (DGI), les cabinets comptables pour leur appui à la collecte des DSF. Comme par le passé, l'Institut accueille avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de cette publication. Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21
Fax: (+237) 222 23 24 37 - Site Web: www.ins-cameroun.cm; Email :infos@ins-cameroun.cm

Liste des sigles et abréviations

BDEF	Banque de Données Economiques et Financières
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAHT	Chiffre d’Affaires Hors Taxes
CFCE	Centres de Formalités de Création d’Entreprises.
CGA	Centre de Gestion Agrée
CITI	Classification Internationale Type par Industries
Code INS	Identifiant interne des entreprises
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
EMF	Etablissement de Microfinance
INS	Institut National de la Statistique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l’Economie Sociale et de l’Artisanat
NACAM	Nomenclature des Activités du Cameroun
NAEMA	Nomenclature d’Activité des Etats Membres d’AFRISTAT
OES	Organisation de l’Economie Sociale
OHADA	Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RCCM	Registre du Commerce et Crédit Mobilier
RGE	Recensement Général des Entreprises
SND	Stratégie Nationale de Développement
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SYSCOHADA	Système comptable OHADA

Liste des tableaux

<i>Tableau 1. Répartition spatiale des entreprises formelles en 2018</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 2. Répartition des entreprises en 2018 selon la forme juridique</i>	<i>8</i>
<i>Tableau 3. Répartition des entreprises modernes selon la branche d'activité</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 4. Répartition des entreprises selon leur nombre d'employés</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 5. Emploi par branche d'activité en 2018.....</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 6. Emplois par régions</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 7. Répartition des entreprises selon le CAHT (en millions de FCFA).....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 8. Chiffre d'Affaires Hors Taxes (en millions de FCFA) selon la branche d'activité</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 9. Valeur des exportations des entreprises modernes par branches d'activités</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 10. Classement 2018 selon le chiffre d'affaires</i>	<i>21</i>
<i>Tableau 11. Classement 2018 selon l'effectif employé</i>	<i>22</i>

Liste des graphiques

<i>Graphique 1. Évolution du nombre d'entreprises modernes en activité, Valeur</i>	<i>5</i>
<i>Graphique 2. Répartition des entreprises modernes selon le secteur d'activité.....</i>	<i>8</i>
<i>Graphique 3. Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité.....</i>	<i>15</i>
<i>Graphique 4. Poids économique des régions en termes de chiffre d'affaires en 2018 (en %) .</i>	<i>18</i>
<i>Graphique 5. Valeur des exportations des entreprises modernes par secteur d'activité en 2017 (en millions de FCFA).....</i>	<i>18</i>
<i>Graphique 6. Evolution de créations d'entreprises dans les CFCE</i>	<i>23</i>
<i>Graphique 7. Répartition des créations d'entreprises dans les CFCE par secteur d'activité en 2018.....</i>	<i>24</i>

Sommaire

Chiffres clés	i
Avant-propos.....	ii
Liste des sigles et abréviations	iii
Liste des tableaux	iv
Liste des graphiques	v
Introduction	1
1. Aperçu de la méthodologie	2
2. Situation des entreprises en activité	5
3. Implantation des entreprises modernes.....	6
4. Forme juridique.....	7
5. Activités économiques exercées	8
6. Emploi dans les entreprises modernes.....	10
7. Chiffre d'affaires des entreprises	14
8. Situation des entreprises exportatrices.....	18
9. Top 15 des entreprises classées selon le chiffre d'affaires.....	21
10. Top 15 des entreprises classées selon les effectifs employés	22
11. Dynamique de création des entreprises dans les CFCE	23
Conclusion	26
Annexe : Equipe technique	27

Introduction

Le premier Recensement Général des Entreprises (RGE-1), réalisé par l'INS en 2009, a permis de mettre en place un répertoire national des entreprises modernes dont la mise à jour se fait principalement à partir de la collecte des déclarations statistiques et fiscales (DSF).

La DSF constitue la principale source pour le suivi des entreprises modernes. Elle permet notamment de : (i) avoir une visibilité sur la situation comptable et financière de l'entreprise, (ii) appréhender les indicateurs structurels sur le tissu productif, (iii) et fournir les informations pour la confection des agrégats macroéconomiques (PIB, Investissement, Exportations, Importations, etc.). Pour ce faire, il est capital de disposer des liasses fiscales pour chaque exercice comptable.

La disponibilité de ces DSF en 2018, soit 18 600 unités collectées sur 34 688 dans l'ensemble pour un taux de couverture de 92,4% des grandes entreprises a permis la réalisation du présent document sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes au cours dudit exercice. Les travaux de mise à jour de ce répertoire servent de cadre à la consolidation des bilans dans la Banque des Données Economiques et Financières (BDEF).

La présente édition du rapport permet, non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à la réalisation de diverses études. Il met ainsi en relief les entreprises et les branches d'activités les plus importantes selon les caractéristiques socio-économiques telles que le chiffre d'affaires et les effectifs employés.

Outre l'introduction et la conclusion, le rapport s'articule autour de neuf (09) sections. La première fait un bref aperçu de la méthodologie utilisée. Les sections suivantes passent en revue l'implantation géographique, la forme juridique, l'activité économique exercée, l'emploi, le chiffre d'affaires. La dernière section, quant à elle, traite de la dynamique de création des entreprises.

1. Aperçu de la méthodologie

La mise en œuvre du répertoire des entreprises modernes est conforme au règlement N° 01/CM/AFRISTAT/2009 d'AFRISTAT sur le répertoire statistique d'entreprises. Cet outil est fondamental pour le suivi des unités économiques.

Définition et objectifs du répertoire

Le répertoire des entreprises est un instrument de coordination statistique permettant, entre autres :

- la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs;
- le suivi de la démographie des entreprises ;
- la constitution d'échantillons pour les enquêtes et études auprès des entreprises ;
- les informations fiables pour l'élaboration des comptes nationaux.

Champ

Le répertoire des entreprises modernes enregistre les unités légales (siège) établies sur le territoire national, et assujetties à une DSF, selon le plan comptable en vigueur auquel elles sont soumises, en l'occurrence le SYSCOHADA révisé 2017, le système comptable des établissements de crédit, le système comptable des compagnies d'assurance et le système comptable des établissements de microfinance.

Les établissements rattachés à ces unités légales ne figurent pas en tant qu'unité dans le répertoire. Toutefois, leurs données économiques (chiffre d'affaires et effectifs employés) sont consolidées au niveau du siège.

Ce répertoire est une base de données dynamique qui répertorie toutes les entreprises formelles (unités légales) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. Il enregistre des informations permettant d'identifier administrativement, de localiser géographiquement, de contacter l'unité économique pour d'éventuelles sollicitations statistiques, et de la classer suivant des critères bien définis.

Sources de données

La principale source de données utilisées pour la mise à jour du répertoire de l'exercice 2018 provient des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises. Les DSF retardataires ou rectificatives correspondant aux exercices antérieurs (2016, 2017) pour des entreprises qui pour diverses raisons, on n'a pas pu disposer de leur DSF 2018, sont également prises en compte dans le répertoire de l'exercice sous revu. Outre la DSF, le fichier des contribuables actifs de la DGI pour l'exercice sous revu

sert également à actualiser les données sur les entreprises, notamment pour l'identification et la localisation.

Traitement des données

L'exploitation de la base de données issue de la saisie des DSF de l'année 2018 a de prime abord permis de constituer une base de données de 18 600 entreprises. Ces données ont ensuite permis la mise à jour du répertoire gelé de l'édition 2017.

A cet effet, l'identifiant statistique des entreprises, qui est généré automatiquement à chaque fois qu'une entreprise entre pour sa première fois dans le répertoire, est utilisé comme clé d'appariement entre la base des DSF de l'exercice 2018 et le répertoire des entreprises modernes de l'édition 2017. Ce traitement permet d'identifier les entreprises nouvelles et d'actualiser les données des entreprises anciennes.

Les entreprises dont la dernière mise à jour des données date de 2015 ou antérieurement et ne figurant pas dans aucune des bases de données suscitées sont considérées statistiquement cessées ou inactives.

Période de publication

Le répertoire et la démographie des entreprises modernes de l'exercice sous revu (année N) est en principe publié en fin d'année N+1.

Nomenclature utilisée

La codification des entreprises répertoriées est faite selon la Nomenclature des Activités du Cameroun rev1 (NACAM, rev1). Cette classification est une adaptation de la Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev1), elle aussi issue de la Classification Internationale Type par Industries (CITI, rev4) des Nations Unies.

La NACAM rev1 est la nomenclature officielle rendue obligatoire par décret N°2016/0895/PM du 03 mai 2016.

Versions du répertoire

Le répertoire de l'exercice N-1 est généralement publié à partir d'une version dite « Répertoire gelé » qui est en principe la base de données définitives pour cet exercice. Toutefois il peut arriver qu'au cours des travaux de l'exercice suivant (N)

des corrections soient apportées au répertoire gelé N-1, dans ce cas il est fait mention lors de la publication du répertoire N.

Les principales variables

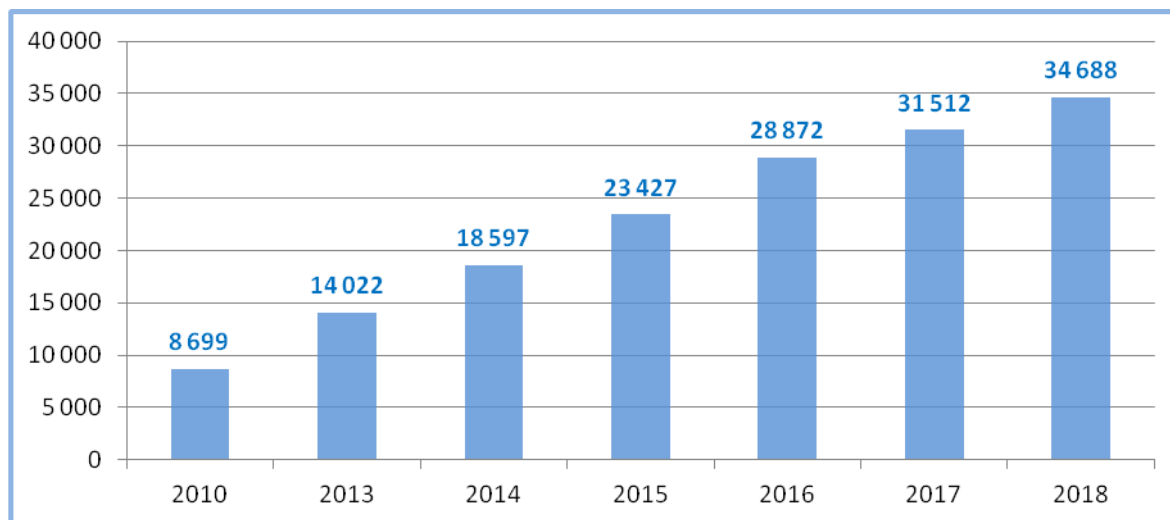
Le répertoire décline les variables ci-dessous :

1. le code d'identification fiscale encore appelé Numéro d'Identisation Unique (NIU) ou numéro de contribuable ;
2. le code d'identification statistique attribué par l'INS à l'entreprise et désigné CODE-INS ;
3. le numéro du registre de commerce ;
4. la raison sociale ;
5. le sigle ;
6. la région administrative;
7. le département;
8. l'arrondissement (ou commune);
9. le quartier;
10. la rue (ou lieu-dit)
11. la ville d'établissement du registre de commerce ;
12. la ville d'implantation de l'entreprise ;
13. la boîte postale de l'entreprise ;
14. les numéros de téléphone de l'entreprise ;
15. le courriel de l'entreprise ;
16. le site web de l'entreprise ;
17. la forme juridique ;
18. le site web ;
19. le régime fiscal ;
20. la nature des bénéfices ;
21. le capital de l'entreprise ;
22. le chiffre d'affaires ;
23. la taille (ou type) de l'entreprise;
24. l'activité principale ;
25. la branche d'activité ;
26. le secteur d'activité ;
27. la dernière année de dépôt de la DSF ;
28. la date de création de l'entreprise ;
29. la date de début des activités économiques;
30. le sexe du promoteur/principal dirigeant.

2. Situation des entreprises en activité

En 2018, le répertoire statistique des entreprises contient **34 688** entreprises (unités légales) actives. Ce nombre s'est accru de 13,5 % comparé à celui de 2017. Le graphique ci-après montre l'évolution des entreprises formelles en activité depuis la création du répertoire en 2010.

Graphique 1. Évolution du nombre d'entreprises modernes en activité



Source : INS/Centrale des Bilans 2018

L'accroissement du nombre d'entreprises s'explique, d'une part, par la création de **612** sociétés (personnes morales) en 2018, et, d'autre part, par l'amélioration de la collecte des DSF, tant dans son volet papier pour les entreprises relevant des Centres Divisionnaires des Impôts, que dans le volet électronique avec l'avènement de la télédéclaration pour les entreprises relevant du portefeuille de la Direction des Grandes Entreprises et des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises.

Encadré 1 : Procédé de mise à jour de l'identifiant INS

L'identification des unités économiques du répertoire se fait à deux niveaux : celui de l'entreprise siège et celui de l'établissement. L'identification d'une entreprise siège au répertoire est faite grâce à l'attribution d'un code numérique non significatif comportant 7 chiffres (complété par les zéros pour tenir sur 10 positions). Tout établissement est identifié par un code numérique, également non significatif, à 10 chiffres.

Illustration :

Identifiant de l'entreprise siège : 1194403000

Si l'entreprise dispose des établissements, l'identifiant INS du premier établissement enregistré devra se présenter de la manière suivante 1194403001, celui du deuxième établissement 1194403002, ainsi de suite.

Le numéro attribué est non significatif en ce sens qu'il ne contient aucun code caractérisant l'activité, la localisation des unités, la forme juridique ou la taille de l'entreprise etc. Toutefois, les chiffres 1 en début du code sont attribués aux entreprises publiques ou parapubliques.

Le code identifiant d'une entreprise permet d'identifier théoriquement 9 999 999 (neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) entreprises sièges. Tout établissement reçoit un code identifiant d'établissement même pour une entreprise qui exploite un établissement unique. Le code identifiant de l'établissement comporte en racine le code identifiant de l'entreprise siège plus un numéro interne de classement (NIC) qui est séquentiel (commençant par 001). Le numéro interne de classement comporte autant de zéro à gauche pour tenir sur trois positions. Un code attribué à un établissement n'est plus jamais utilisé au profit d'un autre établissement de cette entreprise. Le NIC permet d'identifier théoriquement 999 (neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) établissements pour une entreprise donnée.

Le code identifiant d'une entreprise est un numéro séquentiel à 6 chiffres plus une clé de contrôle attribué automatiquement et qui en assure l'unicité et la validité.

Le numéro séquentiel est attribué selon la date de création (jour/mois/année) de l'entreprise. En cas d'égalité de date de création, un mécanisme aléatoire est appliqué aux entreprises classées par ordre alphabétique.

Algorithme de contrôle de validité du code identifiant :

Le principe utilisé pour vérifier la validité du code identifiant attribué est basé sur l'algorithme de Luhn encore appelé « formule de Luhn » ou encore « clé 1-2 ».

3. Implantation des entreprises modernes

Le tissu économique reste principalement concentré dans les régions du **Littoral (44,0%)** et du **Centre (37,8%)**, qui à elles seules abritent 80% des entreprises modernes en 2018. Les métropoles Douala (41,4%) et Yaoundé (35,3%) accueillent majoritairement ces entreprises. Très loin derrière, suivent les régions de l'Ouest (5,9%), du Sud-ouest (3,2%) et du Nord-ouest (3,3%). Les cinq autres régions concentrent chacune moins de 2,0 % d'entreprises.

Tableau 1. Répartition spatiale des entreprises formelles en 2018

REGION	NOMBRE D'ENTREPRISES MODERNES EN 2018	POURCENTAGE (%)
Littoral	15 275	44,0
<i>Dont douala</i>	14 371	41,4
Centre	13 095	37,8
<i>Dont Yaoundé</i>	12 252	35,3
Ouest	2 039	5,9
Sud-ouest	1 112	3,2
Nord-ouest	955	2,8
Sud	502	1,4
Adamaoua	489	1,4
Extrême-nord	467	1,3
Nord	425	1,2
Est	329	0,9
Ensemble	34 688	100,0

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

A la faveur de la mise en œuvre effective de la décentralisation avec l'entrée en fonction des conseils régionaux, il est à espérer dans les années à venir une évolution, tant du nombre d'entreprises que du poids des autres régions dans le tissu entrepreneurial national.

4. Forme juridique

En 2018, le tissu des entreprises modernes est toujours majoritairement constitué d'Entreprises Individuelles (EI), soit 60,5% du total. Comparativement à 2017, le poids des EI a cru d'environ un point. Ces EI sont suivies des Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) dont le poids est de 30,0% du total des entreprises. Les Sociétés Anonymes (SA) quant à elles sont au nombre de 1 032, soit 3,0% des entreprises. (Cf. tableau 2).

La domination démographique accentuée des entreprises individuelles sur les sociétés est un trait marquant du tissu économique national.

Tableau 2. Répartition des entreprises en 2018 selon la forme juridique

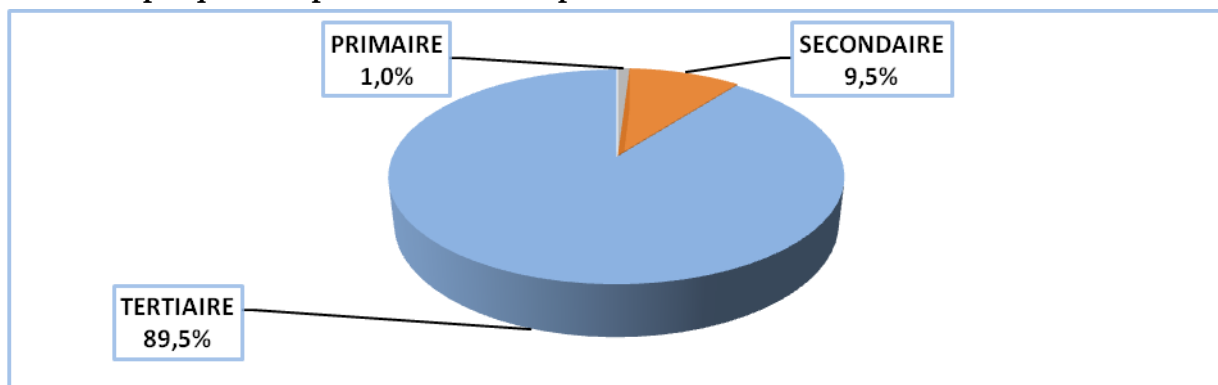
FORME JURIDIQUE	EFFECTIF	POURCENTAGE (%)
Entreprise Individuelle (EI)	20 845	60,5
Société à Responsabilité Limitée (SARL)	10 334	30,0
Autre forme juridique	1 088	3,2
Société Anonyme (SA)	1 032	3,0
SARL Unipersonnelle (SARLU ou SUARL)	402	1,2
Société Civile Immobilière (SCI)	345	1,0
Coopérative	142	0,4
Groupe d'Initiative Commune (GIC)	135	0,4
Société Civile Professionnelle (SCP)	40	0,1
Société en Nom Collectif (SNC)	40	0,1
Secteur public (Hors SEM)	26	0,1
Groupe d'Intérêt Economique (GIE)	24	0,1
Organisation Non Gouvernementale (ONG)	15	0,0
Société par Actions Simplifiées (SAS)	6	0,0
Société à Objet Sportif (SAOS)	3	0,0
Société en Commandite Simple (SCS)	3	0,0
Société d'Economie Mixte (SEM)	2	0,0
Total renseigné	34 482	100,0
Non renseigné	206	/
Total	34 688	/

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

5. Activités économiques exercées

En 2018, le secteur tertiaire garde sa domination sur les autres secteurs d'activité. En effet, neuf entreprises sur 10 entreprises exercent leur activité principale dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire représente environ 10 % des unités. Le secteur primaire reste marginal (1,0%), notamment en raison d'un mode d'organisation de l'activité qui, dans le contexte national, est centré sur les exploitations familiales de petites tailles très majoritairement informelles donc hors du champ du présent répertoire.

Graphique 2. Répartition des entreprises modernes selon le secteur d'activité



Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Dans le secteur tertiaire, les activités se concentrent dans deux branches, notamment le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » et les « Activités fournies principalement aux entreprises », soit 78,8 % des entreprises du tertiaire.

Comme en 2017, le secteur secondaire reste dominé par la branche « Construction » qui représente à elle seule 43,3 % du secteur, suivie des branches « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton, imprimerie et reproduction » (10,0%) et « Fabrication des produits à base de céréales » (8,3%).

Dans le secteur primaire, les quelques entreprises comptabilisées exercent principalement dans les branches « Sylviculture et l'exploitation forestière » et « Agriculture ».

Tableau 3. Répartition des entreprises modernes selon la branche d'activité

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	EFFECTIF	POURCENTAGE (%)
1	Agriculture	110	0,3
2	Elevage et chasse	86	0,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	143	0,4
4	Pêche et aquaculture	5	0,0
Sous-total "Secteur primaire"		344	1,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	36	0,1
6	Extraction des minerais	68	0,2
7	Industrie de la viande et du poisson	4	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	8	0,0
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	57	0,2
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	83	0,2
11	Fabrication de produits à base de céréales	275	0,8
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	43	0,1
13	Industrie de boissons	39	0,1
15	Industries du textile et de la confection	50	0,1
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	8	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	200	0,6
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	331	1,0
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	3	0,0
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	80	0,2
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	41	0,1
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	28	0,1
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	227	0,7

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	EFFECTIF	POURCENTAGE (%)
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	28	0,1
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audiovisuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	19	0,1
26	Fabrication de matériel de transport	6	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	105	0,3
28	Réparation et installation des machines et équipements	52	0,1
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	15	0,0
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	70	0,2
31	Construction	1 431	4,1
Sous-total "Secteur secondaire"		3 307	9,5
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16 889	48,7
33	Hébergement et restauration	1 477	4,3
34	Transport et entreposage	1 163	3,4
35	Activité d'information et de télécommunications	642	1,9
36	Activités financières et d'assurance	351	1,0
37	Activités immobilières	374	1,1
38	Activités fournies principalement aux entreprises	7 553	21,8
39	Administrations publiques et sécurité sociale	1	0,0
40	Activités éducatives	1 454	4,2
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	708	2,0
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	415	1,2
Sous-total "Secteur tertiaire"		31 027	89,5
Total renseigné		34 678	100,0
Non renseigné		10	
Total		34 688	

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

6. Emploi dans les entreprises modernes

En 2018, les entreprises modernes occupent 354 756 employés permanents. En outre, plus de trois quart (3/4) des entreprises emploient chacune moins de 10 personnes. Cela s'explique surtout par le fait que les entreprises de statut juridique « Personnes physiques » sont majoritaires (55,5%) et emploient généralement une à deux personnes, largement en dessous de leurs potentialités.

La Stratégie Nationale de Développement (SND) 2020-2030 récemment adoptée réaffirme le rôle clé de principal moteur de la croissance et de la création des emplois

dédié au secteur privé. A cet égard, aussi bien les agences publiques d'emplois que les PME, seront accompagnés en vue de renforcer leur performance en matière de créations d'emplois, et faire ainsi face au chômage préoccupant des jeunes diplômés.

Tableau 4. Répartition des entreprises selon leur nombre d'employés

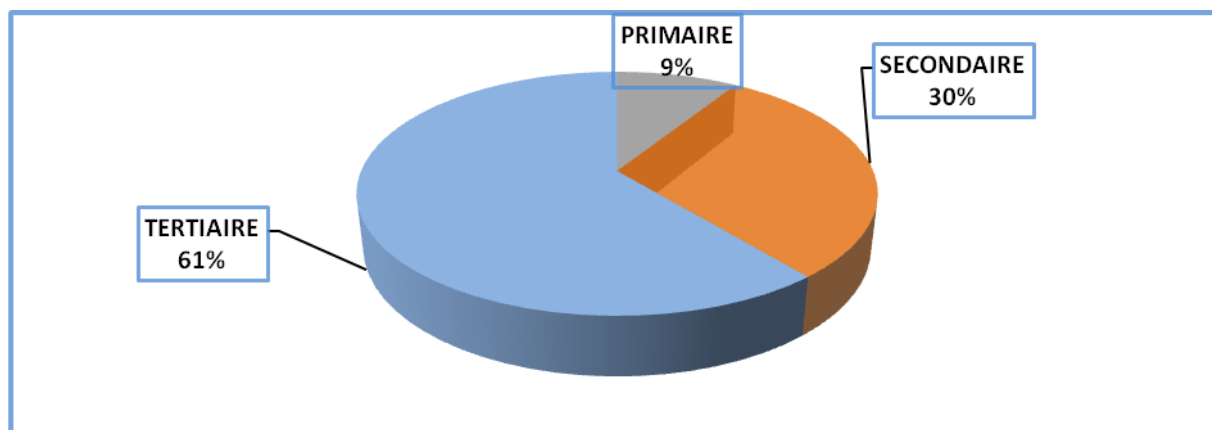
TRANCHE D'EFFECTIF EMPLOYE	NOMBRE D'ENTREPRISES	POURCENTAGE (%)	EFFECTIF EMPLOYE	CUMULE	POIDS (%)
1 à 5 employés	28 228	81,4	39 670		11,2
6 à 10 employés	2 947	8,5	22 845		6,4
11 à 20 employés	1 727	5,0	24 862		7,0
21 à 100 employés	1 328	3,8	56 035		15,8
Plus de 100 employés	458	1,3	211 344		59,6
Total	34 688	100,0	354 756		100,0

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Selon la **tranche d'effectif employé**, les entreprises qui occupent au maximum 5 personnes dominent largement avec 81,4%. En revanche, la proportion des entreprises ayant plus de cent (100) employés est restée faible, soit 1,3%. Toutefois, ces Grandes Entreprises (GE) concentrent la majorité des emplois (59,6%).

Selon le **secteur d'activité**, le tertiaire est le principal pourvoyeur d'emplois (61%), suivi du secondaire (30%) et du primaire (9%). (Cf. graphique 3).

Graphique 3 : Répartition des emplois par secteur d'activité (en %)



Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Dans le secteur tertiaire deux branches d'activités se démarquent. Il s'agit de : « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (84 244 employés) et « Activités fournies principalement aux entreprises » (44 452 employés).

En ce qui concerne le secteur secondaire, les emplois sont principalement portés par la branche « Construction » qui emploie 20 862 personnes. Les autres branches d'activités parmi les plus pourvoyeuses d'emplois sont : « Fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques (12 065) ; « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux (11 551) ; « production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets (7 401).

Dans le primaire, la branche « Agriculture » (26 089) demeure le premier réceptacle d'emplois. Elle est suivie de loin par la branche « Sylviculture et exploitation forestière » (6 493).

Tableau 5. Emploi par branche d'activité en 2018

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	NOMBRE D'ENTREPRISES	EFFECTIF MOYEN	EFFECTIF TOTAL	POIDS (%)
1	Agriculture	110	237	26 089	7,4
2	Elevage et chasse	86	7	600	0,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	143	45	6 493	1,8
4	Pêche et aquaculture	5	3	17	0,0
Sous-total "Secteur primaire"		344	97	33 199	9,4
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	36	41	1 468	0,4
6	Extraction des minerais	68	10	656	0,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	8	27	218	0,1
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	57	168	9 587	2,7
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	83	139	11 551	3,3
11	Fabrication de produits à base de céréales	275	26	7 065	2,0
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	43	62	2 645	0,7
13	Industrie de boissons	39	153	5 981	1,7
15	Industries du textile et de la confection	50	25	1 262	0,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	8	6	49	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	200	46	9 182	2,6
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	331	14	4 756	1,3
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	3	259	778	0,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	80	151	12 065	3,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	41	66	2 712	0,8

Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2018-6ème édition

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	NOMBRE D'ENTREPRISES	EFFECTIF MOYEN	EFFECTIF TOTAL	POIDS (%)
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	28	36	1 014	0,3
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	227	19	4 351	1,2
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	28	5	145	0,0
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	19	2	37	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	6	2	13	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	105	17	1 773	0,5
28	Réparation et installation des machines et équipements	52	17	908	0,3
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	15	15	219	0,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	70	106	7 401	2,1
31	Construction	1 431	15	20 862	5,9
Sous-total "Secteur secondaire"		3 303	32	106 698	30,1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16 889	5	84 244	23,8
33	Hébergement et restauration	1 477	7	9 838	2,8
34	Transport et entreposage	1 163	21	24 050	6,8
35	Activité d'information et de télécommunications	642	24	15 179	4,3
36	Activités financières et d'assurance	351	28	9 923	2,8
37	Activités immobilières	374	6	2 292	0,6
38	Activités fournies principalement aux entreprises	7 553	6	44 452	12,5
39	Administrations publiques et sécurité sociale	1	9	9	0,0
40	Activités éducatives	1 454	11	16 067	4,5
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	708	6	4 168	1,2
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	415	10	4 094	1,2
Sous-total "Secteur tertiaire"		31 027	7	214 315	60,5
Total renseigné		34 674	10	354 213	100,0
Non renseigné		10	0	1	0,0
Total		34 684	10	354 214	100,0

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Selon la **région d'implantation** des entreprises modernes, le Littoral demeure la première zone de concentration d'emplois avec 55,0% de l'ensemble des effectifs employés. La région du Centre représente 26,8% des emplois.

Tableau 6. Emplois par régions

REGION	NOMBRE D'ENTREPRISES	EFFECTIF MOYEN	EFFECTIF TOTAL	POIDS (%)
Littoral	15 275	13	195 174	55,0
- dont Douala	14 371	13	181 859	51,3
Centre	13 095	7	94 951	26,8
- dont Yaoundé	12 252	8	92 107	26,0
Ouest	2 039	5	10 956	3,1
Sud-ouest	1 112	24	26 802	7,6
Nord-ouest	955	7	6 554	1,8
Sud	502	20	9 847	2,8
Adamaoua	489	5	2 466	0,7
Extrême-nord	467	2	1 042	0,3
Nord	425	10	4 313	1,2
Est	329	8	2 651	0,7
Ensemble	34 688	10	354 756	100,0

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

7. Chiffre d'affaires des entreprises

En 2018, les entreprises modernes ont généré 12 655 milliards de FCFA de Chiffre d'Affaires Hors Taxes (CAHT). Par rapport à l'année 2017, ce chiffre d'affaires enregistré, à prix courant, un accroissement de 4,9 %.

Selon la **tranche de chiffre d'affaires**, trois entreprises sur quatre réalisent un CAHT de moins de 50 millions de FCFA dont 58,1% d'entreprises avec moins de 15 millions de FCFA. Toutefois les entreprises appartenant à cette tranche inférieure cumulent seulement 0,6% du CAHT global. En revanche, les entreprises de la tranche de 3 milliards ou plus sont les moins nombreuses (1,3%) mais concentrent 79,8% du CAHT généré par l'ensemble des entreprises en 2018. (Cf. tableau 7).

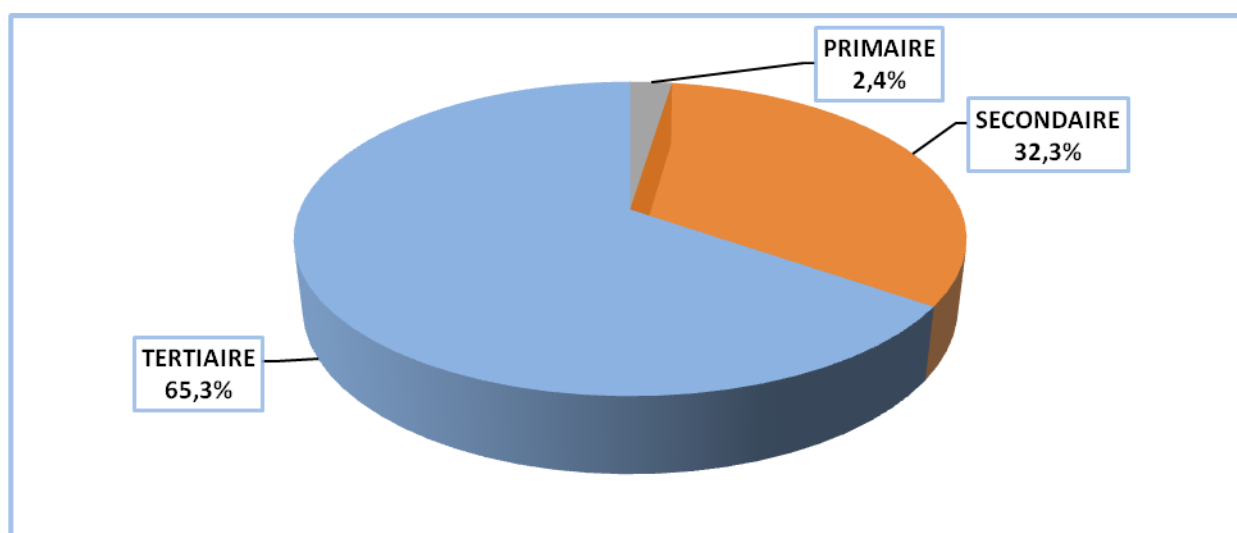
Tableau 7. Répartition des entreprises selon le CAHT (en millions de FCFA)

TRANCHE DE CAHT	NOMBRE D'ENTREPRISES	POURCENTAGE (%)	CAHT MOYEN	CUMUL CAHT	POIDS (EN %)
Moins de 15 millions	20 145	58,1	4,0	80 632,6	0,6
15 millions à 50 millions	6 213	17,9	28,6	177 444,9	1,4
50 millions à 100 millions	2 860	8,2	68,3	195 443,6	1,5
100 millions à 250 millions	2 522	7,3	154,2	388 961,2	3,1
250 millions à un milliard	1 980	5,7	445,9	882 855,5	7,0
Un milliard à 3 milliards	500	1,4	1 670,7	835 356,8	6,6
3 milliards et plus	468	1,3	21 570,0	10 094 773,7	79,8
ENSEMBLE	34 688	100,0	364,8	12 655 468,4	100,0

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Par secteur d'activité, le tertiaire réalise 65,3% du CAHT global. Il est suivi du secteur secondaire qui représente 32,3% du CAHT global. Le poids du primaire dans ce CAHT global est de seulement 2,4 %.

Graphique 3. Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité



Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Dans le secteur tertiaire, la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » demeure la plus importante avec 35,9% du CAHT. Elle est suivie par les « Activité d'information et de télécommunications » (9,3%) et par les « Activités financières et d'assurance » (7,0%) en raison notamment du dynamisme observé dans certaines banques.

Au niveau du secteur secondaire, trois (03) branches se démarquent : « Construction » (5,2%), suivi de « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (4,8%) et l'« industrie de boissons » (3,9%).

Dans le secteur primaire, l'activité est tirée par les branches « Agriculture » et « Sylviculture et exploitation forestière ».

Le CAHT moyen s'établit à 364,8 millions de FCFA pour l'ensemble des entreprises modernes. Vingt-trois (23) branches sur 42 s'illustrent par une performance au-dessus de cette moyenne. C'est le cas en particulier des branches: « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (201 650 millions de FCFA) ; « Industries de boissons » (12 735 millions); « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (11 305 millions); « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (6 469 millions); « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (4 898 millions); « Activités financières et d'assurance » (2 515 millions) et « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (2 490 millions), entre autres.

Tableau 8. Chiffre d'Affaires Hors Taxes (en millions de FCFA) selon la branche d'activité

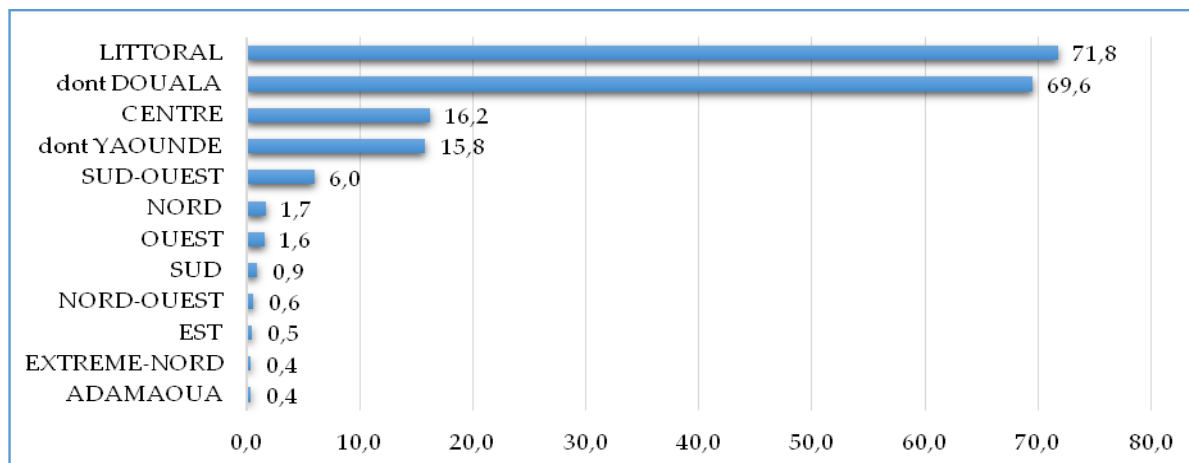
CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	NOMBRE D'ENTREPRISES	CAHT MOYEN (Millions)	CUMMUL CAHT (Millions)	POIDS (%)
1	Agriculture	110	1 181,6	129 981,1	1,0
2	Elevage et chasse	86	125,8	10 816,5	0,1
3	Sylviculture et exploitation forestière	143	1 163,5	166 384,0	1,3
4	Pêche et aquaculture	5	68,1	340,5	0,0
Sous-total "Secteur primaire"		344	894,0	307 522,1	2,4
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	36	11 305,0	406 979,0	3,2
6	Extraction des minerais	68	356,1	24 215,1	0,2
7	Industrie de la viande et du poisson	4	439,9	1 759,6	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	8	2 490,2	19 921,9	0,2
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	57	4 898,5	279 217,3	2,2
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	83	2 466,1	204 689,9	1,6
11	Fabrication de produits à base de céréales	275	290,2	79 800,8	0,6
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	43	2 352,6	101 160,5	0,8
13	Industrie de boissons	39	12 737,5	496 760,8	3,9
15	Industries du textile et de la confection	50	377,9	18 896,4	0,1
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	8	111,8	894,3	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	200	816,1	163 225,5	1,3
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	331	562,2	186 077,0	1,5
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	3	201 650,2	604 950,5	4,8
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	80	2 224,2	177 939,4	1,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières	41	1 272,5	52 171,9	0,4

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	NOMBRE D'ENTREPRISES	CAHT MOYEN (Millions)	CUMMUL CAHT (Millions)	POIDS (%)
	plastiques				
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	28	6 469,1	181 134,6	1,4
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	227	1 284,1	291 487,6	2,3
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	28	190,1	5 323,4	0,0
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	19	18,3	348,5	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	6	249,6	1 497,4	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	105	315,8	33 163,7	0,3
28	Réparation et installation des machines et équipements	52	176,1	9 159,5	0,1
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	15	365,4	5 481,5	0,0
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	70	1 235,8	86 503,1	0,7
31	Construction	1 431	461,6	660 608,6	5,2
	Sous-total "Secteur secondaire"	3 307	1 237,0	4 089 564,1	32,3
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	16 889	268,8	4 540 459,6	35,9
33	Hébergement et restauration	1 477	63,8	94 235,9	0,7
34	Transport et entreposage	1 163	585,8	681 265,0	5,4
35	Activité d'information et de télécommunications	642	1 842,6	1 182 974,9	9,3
36	Activités financières et d'assurance	351	2 514,9	882 731,1	7,0
37	Activités immobilières	374	284,4	106 370,4	0,8
38	Activités fournies principalement aux entreprises	7 553	85,4	645 196,6	5,1
39	Administrations publiques et sécurité sociale	1	27,9	27,9	0,0
40	Activités éducatives	1 454	33,4	48 537,2	0,4
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	708	46,1	32 664,5	0,3
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	415	96,6	40 108,1	0,3
	Sous-total "Secteur tertiaire"	31 027	266,2	8 258 374,8	65,3
	Ensemble	34 688	364,8	12 655 468,4	100,0

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

Selon la région d'implantation, le chiffre d'affaires se réalise à 95% dans trois (03) régions administratives : Littoral (71,8%), Centre (16,0%) et Sud-ouest (6,0%).

Graphique 4. Poids économique des régions en termes de chiffre d'affaires en 2018 (en %)



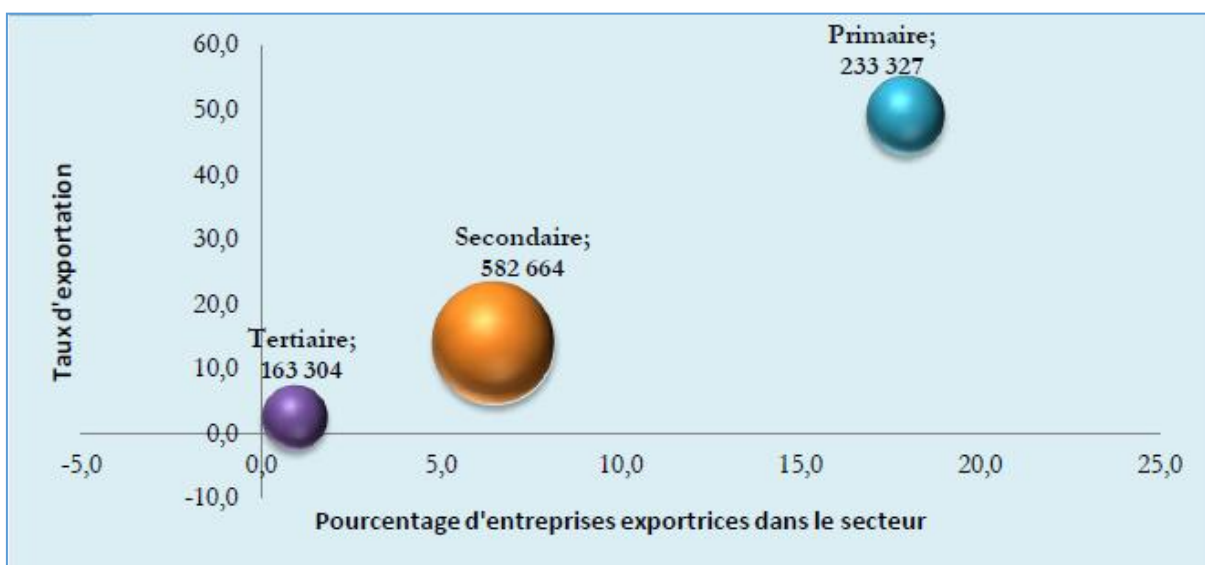
Source : INS/Centrale des Bilans 2018

8. Situation des entreprises exportatrices

Cinq cent trente (530) entreprises modernes ont eu à exporter des biens et services en 2017. La valeur totale de ces biens et services s'élève à 979 milliards de FCFA.

Selon le secteur d'activité, le secondaire détient 60% des exportations. En revanche, le secteur primaire détient respectivement la plus forte densité des entreprises exportatrices (nombre d'entreprises exportatrices du secteur rapporté à l'effectif total de ce secteur), soit 17,9% ; et le taux d'exportation (chiffre d'affaires à l'exportation rapporté au chiffre d'affaires hors taxes global) le plus élevé, soit 49,0%.

Graphique 5. Valeur des exportations des entreprises modernes par secteur d'activité en 2017 (en millions de FCFA)



Source : INS/Centrale des Bilans 2018, Direction Générale des Douanes.

Dans le secteur primaire, les exportations sont portées par l'agriculture, particulièrement les entreprises opérant dans la production de banane dessert et de coton, et la sylviculture et l'exploitation forestière.

Les principales branches exportatrices dans le secteur secondaire sont l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » avec un taux d'exportation de 56,3% ; l'industrie du cacao, du thé et du sucre (43,7%) ; l'Industrie du bois sauf fabrication des meubles (44,5%) l'industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires (36,2%) et Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (38,2%).

Dans le secteur tertiaire, la principale branche exportatrice est le Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules (4,1%). Les entreprises exportatrices de cette branche exportent principalement le cacao et le café.

Tableau 9. Valeur des exportations des entreprises modernes par branches d'activités

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	DENSITE DES ENTREPRISES EXPORTATRICES	TAUX D'EXPORTATION	Exportations (en millions de FCFA)
1	Agriculture	7,6	60,3	151 631
2	Elevage et chasse	1,3	0,3	45
3	Sylviculture et exploitation forestière	32,9	38,7	81 495
4	Pêche et aquaculture	20,0	45,8	156
Sous-total "Secteur primaire"		17,9	49,0	233 327
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	30,0	56,3	207 671
6	Extraction des minerais	8,8	9,0	2 267
7	Industrie de la viande et du poisson	20,0	0,2	3
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	19,0	0,5	651
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	10,0	43,7	78 510
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	11,1	10,3	20 900
11	Fabrication de produits à base de céréales	2,0	3,7	2 810
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	22,5	36,2	30 142
13	Industrie de boissons	21,6	1,2	5 639
14	Industrie du tabac	n.a	n.a	0
15	Industries du textile et de la confection	5,6	0,3	58
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	12,5	6,9	68
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	17,7	44,5	62 260
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton ; imprimerie et reproduction	3,0	1,8	1 007
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	50,0	0,0	1

Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2018-6ème édition

CODE BRANCHE	LIBELLE DE LA BRANCHE	DENSITE DES ENTREPRISES EXPORTATRICES	TAUX D'EXPORTATION	Exportations (en millions de FCFA)
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	21,7	13,3	19 657
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	19,2	20,8	19 645
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	16,7	5,4	11 087
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	11,2	38,2	114 385
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	3,6	0,6	54
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0
26	Fabrication de matériel de transport	0,0	0,0	0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	5,7	23,8	3 165
28	Réparation et installation des machines et équipements	1,6	0,6	68
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	20,0	0,2	732
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	5,8	1,4	1 117
31	Construction	1,5	0,1	767
Sous-total "Secteur secondaire"		6,5	13,7	582 664
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	1,3	4,1	147 141
33	Hébergement et restauration	-	0,0	0
34	Transport et entreposage	4,6	0,7	4 612
35	Activité d'information et de télécommunications	2,2	0,1	1 050
36	Activités financières et d'assurance	0,5	0,0	7
37	Activités immobilières	0,2	0,0	3
38	Activités fournies principalement aux entreprises	0,5	1,2	10 294
39	Administrations publiques et sécurité sociale	n.a	n.a	0
40	Activités éducatives	0,2	0,3	135
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	0,7	0,0	1
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,3	0,1	61
Sous-total "Secteur tertiaire"			2,2	163 304
	Ensemble	1,7	8,1	979 293

Source : INS/Centrale des Bilans 2017, Direction Générale des Douanes.

9. Top 15 des entreprises classées selon le chiffre d'affaires

En 2018, la SONARA demeure la première entreprise camerounaise en termes de chiffres d'affaires. Les entreprises du secteur tertiaire ont dominé le top 15. Par rapport à 2017, leur nombre est resté constant dans ce classement, soit neuf (09) entreprises. Il s'agit des géants de la distribution des produits pétroliers et des télécommunications.

Les entreprises du secteur secondaire sont au nombre de 5 (cinq), tandis que le secteur primaire n'est représenté que par une entreprise, en l'occurrence la SODECOTON.

Par rapport à l'année 2017, les six (06) premières entreprises tiennent leurs positions. ORANGE et SODECOTON gagnent chacune une place et se retrouvent respectivement au 7^{ème} et 11^{ème} rang. PERENCO RYO DEL REY (10^{ème}) et WEATHERFORD SERVICES & R LTD (12^{ème}) font leur entrée dans le top 15.

Le bond fulgurant de PERENCO RYO DEL REY est dû au partenariat signé avec la SNH en 2018, concernant le développement du marché du Gaz Naturel Liquéfié (GNL). Ainsi, ses deux entités ont mis sur pied l'usine FLNG Hilli Episeyo (Floating LNG), première usine de liquéfaction flottante au monde, installée au large de Kribi. Elle devient donc le premier opérateur camerounais en termes de production de GNL.

Dans l'ensemble, les quinze (15) premières entreprises en termes de chiffre d'affaires pèsent pour 28,6% du CAHT global généré en 2018 et 3,9 % du total des emplois.

Tableau 10. Classement 2018 selon le chiffre d'affaires

N°	NOM OU RAISON SOCIALE	SIGLE	VILLE	VARIATION	Evolution du CAHT
1	Société Nationale de Raffinage	SONARA	Limbe	=	↗
2	Société Générale Cameroun	SG CAMEROUN	Douala	=	↗
3	Société Anonyme Des Brasseries du Cameroun	SABC	Douala	=	↗
4	Total Cameroun S.A	TOTAL CAMEROUN S.A	Douala	=	↗
5	Energy Of Cameroon (AES Sonel)	AES SONEL	Douala	=	↗
6	Trading Exploitation SA	TRADEX	Douala	=	↘
7	Orange Cameroun S.A	ORANGE	Douala	1	↗
8	Mtn Cameroun Sa	MTN CAMEROUN SA	Douala	-1	↘
9	CONGELCAM S.A.	CONGELCAM S.A.	Yaoundé	=	↘
10	PERENCO Rio Del Rey	PRDR	Douala	Nouveau	↗
11	Société de Développement Du	SODECOTON	Garoua	1	↗

N°	NOM OU RAISON SOCIALE	SIGLE	VILLE	VARIATION	Evolution du CAHT
	Coton du Cameroun				
12	Weatherford Services & R Ltd	WEATHERFORD SERVICES&R LTD	Douala	Nouveau	↗
13	Olam Cameroun S.A	OLAM CAM SA	Douala	-1	↗
14	Compagnie Camerounaise de L'aluminium	ALUCAM	Douala	-2	↗
15	Addax Petroleum Cameroon Company Llc	APCC SA	Edéa	=	↗

Source : INS/Centrale des Bilans 2018

10. Top 15 des entreprises classées selon les effectifs employés

En 2018, la CDC demeure la première entreprise du Cameroun en termes d'emplois permanents, suivie de PHP. Par ailleurs le classement est occupé par les agro-industries, les entreprises de placement de personnel, les sociétés de gardiennage et certains poids lourds de la branche de l'Information et des Télécommunications.

En 2018, les entreprises du top 15 représentent 21,4% du total des emplois permanents du secteur moderne de l'économie et 9,5% du CAHT global généré par ce secteur.

Tableau 11. Classement 2018 selon l'effectif employé

N	NOM OU RAISON SOCIALE	SIGLE	VILLE	VARIATION	Evolution du CAHT
1	CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION	CDC	LIMBE	=	↗
2	HEVEA CAMEROUN SA	HEVECAM SA	NIETE	2	↗
3	PLANTATIONS DU HAUT PENJA	PHP	NYOMBE	1	↗
4	GROUP FOR SECURITY SERVICES PLC	G4S SECURITY	DOUALA	-1	↗
5	ENERGY OF CAMEROON (AES SONEL)	AES SONEL	DOUALA	=	↗
6	HYGIENE ET SALUBRITE DU CAMEROUN	HYSACAM	DOUALA	+1	↗
7	CIBLE RH EMPLOI		DOUALA	-1	↗
8	CAMEROON TELECOMMUNICATIONS	CAMTEL	YAOUNDE	=	↗
9	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	=	↗
10	PAMOL	PAMOL	EKONDO-TITI	=	↘
11	SAFA CAMEROUN	SAFACAM	DOUALA	=	↗
12	SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES	SOCAPALM	DOUALA	=	↗
13	CAMEROON RADIO TELEVISION	CRTV	YAOUNDE	=	↗
14	AFRICA SECURITY CAMEROUN	ASCAM	DOUALA	=	↘
15	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN	SODECOTON	GAROUA	Nouveau	↗

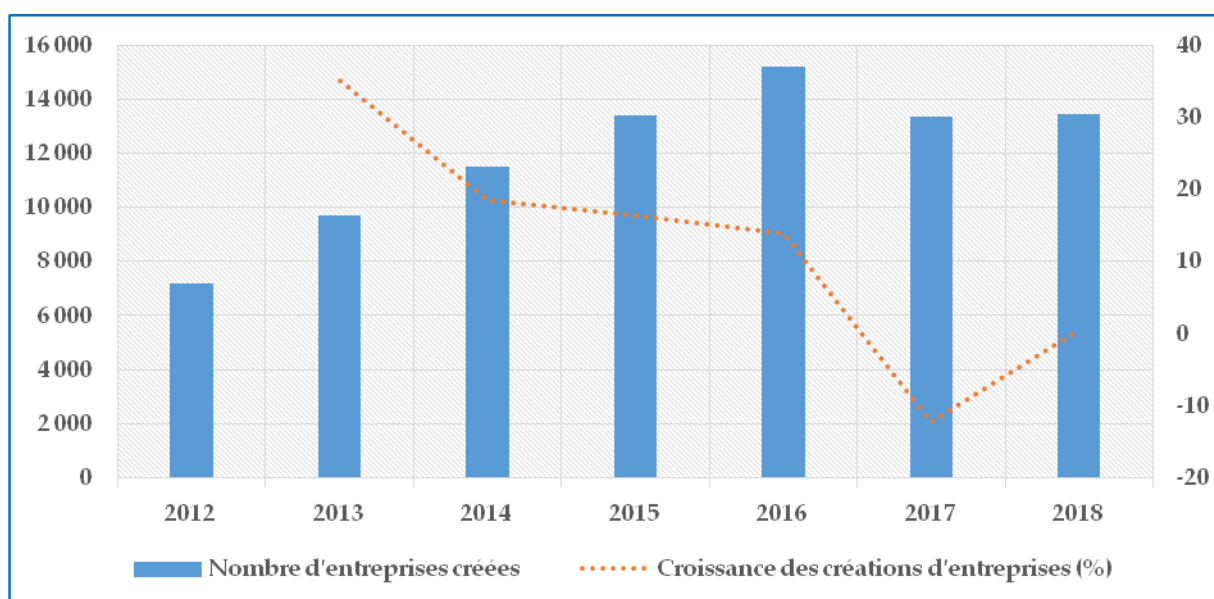
Source : INS/Centrale des Bilans 2018

11. Dynamique de création des entreprises dans les CFCE

En 2018, 13 343 ont été créées dans l'ensemble des dix CFCE du pays (Annuaire statistique 2018 du MINPMEESA). Globalement, les créations d'entreprises affichent, hors mis la baisse observée en 2017, une tendance croissante depuis 2012, avec un taux moyen de +12,0% durant cette période.

Cette croissance des créations d'entreprises peut s'expliquer d'une part, par l'adhésion des opérateurs ainsi que la confiance que ceux-ci éprouvent vis-à-vis des CFCE comme outil de formalisation des entreprises. D'autre part, il faut rappeler que le Gouvernement a mis en place diverses structures et programmes qui accompagnent les créateurs, porteurs et repreneurs de projets. Il s'agit entre autres de la Banque camerounaise des PME, de l'Agence de promotion des PME, du Bureau de mise à niveau des Entreprises, des Centres de Gestion Agréés (CGA) et des pépinières/incubateurs d'entreprises.

Graphique 6. Evolution de créations d'entreprises dans les CFCE

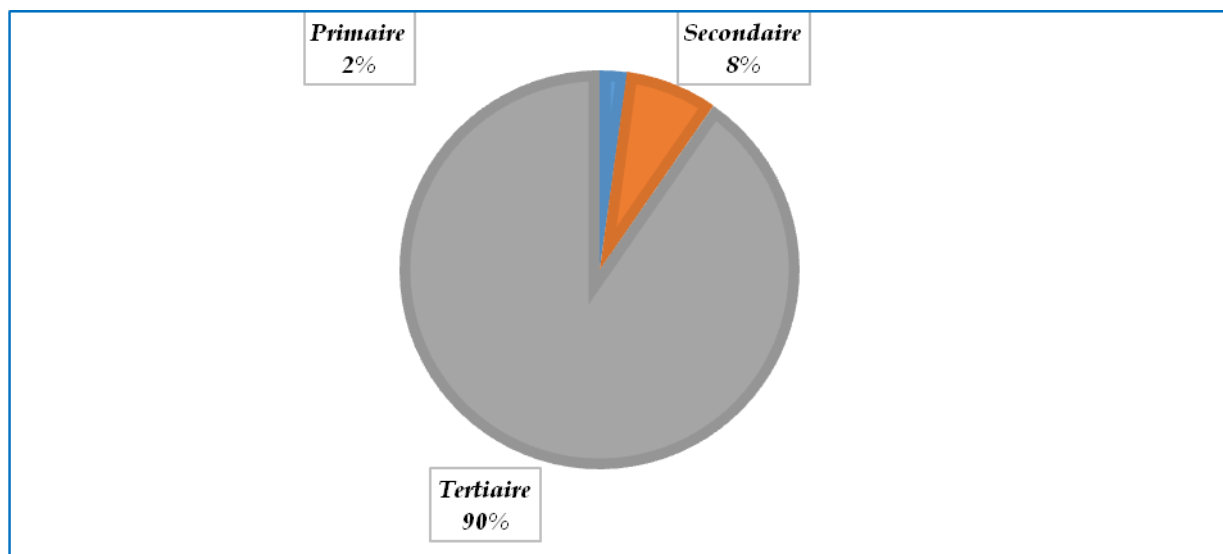


Source : MINPMEESA/ CFCE 2018

Selon le secteur d'activité, neuf (09) entreprises sur 10 créées en 2018 exercent dans le secteur tertiaire, dominé largement par les activités de prestations de services et commerciales.

Le secteur secondaire quant à lui est peu représenté, car seulement 8% des entreprises créées en font partie.

Graphique 7. Répartition des créations d'entreprises dans les CFCE par secteur d'activité en 2018



Source : MINPMEESA/ CFCE 2018

Encadré 2 : Evolution du cadre réglementaire et institutionnel

L'avènement depuis 2010 des Centres de Formalités de Créations d'Entreprises (CFCE), impulsé par le Cameroun Business Forum (CBF) constitue une importante réforme opérée par le Gouvernement, dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Dans son principe, cette réforme vise à simplifier les procédures de création des entreprises qui désormais se font en un guichet unique. A cet effet, d'importants textes ont vu le jour :

- ✓ l'Instruction No 001/CAB/PM du 18 Mars 2010 Relative aux formalités administratives de création des entreprises au Cameroun
- ✓ l'Instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 relative aux formalités administratives de création d'entreprises au Cameroun la Circulaire Interministérielle N°001/MINJUSTICE- MINPMEESA-MINFI du 30 mai 2012 relative à la procédure devant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises.

Dix (10) innovations majeures dans la facilitation de la création d'entreprises, ont été introduites, relatives :

1. au coût (qui passe de 53 000 FCFA à 41 500 pour les personnes physiques);
2. les pièces à fournir (plus besoin de certifier sa CNI);
3. au titre de propriété (qui n'est plus exigible);
4. à la Signature électronique¹ (instaurée conformément à l'Acte Uniforme OHADA révisé portant sur le droit commercial général);

¹ L'acte Uniforme OHADA révisé relatif au droit commercial stipule en son article 82 que « Les formalités accomplies auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier au moyen de documents électroniques et de transmissions électroniques ont les mêmes effets juridiques que celles accomplies avec des documents sur support papier, notamment en ce qui concerne leur validité juridique et leur force probatoire.

5. à l'Extrait du casier judiciaire (Différé de trois mois, après avoir fait une déclaration sur l'honneur);
6. au Frais de bail (suppression de 10% des frais annuels de bail du local abritant l'entreprise jadis exigé lors de la création);
7. au Statut de l'entrepreneur³ (catégorie juridique introduite conformément l'Acte Uniforme OHADA), à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros ;
8. à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros avec le CFCE comme seul endroit pour établir les RCCM de création d'entreprises);
9. à la Caisse unique (Tous les paiements se font au CFCE dans une caisse unique tenue par un percepteur des recettes) et ;
10. au Rôle des notaires (Le promoteur peut poursuivre lui-même la procédure après la certification de son contrat de société et la déclaration notariée de souscription.

Il convient de relever que l'institution des CFCE, s'inscrit dans un programme de réformes d'accompagnement du secteur privé, afin que celui-ci joue son rôle de moteur de la croissance et de création d'emploi. Ce qui exige de la part des opérateurs économiques une transparence dans les affaires. L'institution des centres de gestion agréés, par la loi des finances pour l'exercice 1996-1997 et organisés par le décret N°2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret N° 2007/0456/PM du 29 Mars 2007 et par la suite, le décret N°2011/1137/PM du 12 Mai 2011 fixant tous les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres, participe de ce souci.

Après les deux centres pilotes créées à Douala et Yaoundé en 2010, trois autres centres ont été créés en 2011 (Bamenda, Bafoussam, Garoua). Au cours de l'exercice 2014 le Cameroun compte huit (08) Guichets Uniques opérationnels avec la mise en service des Guichets à Maroua ; Limbé et Ebolowa.

En 2018, dix-neuf (19) Centres de Gestion Agréés (CGA) sont fonctionnels au Cameroun.

Conclusion

En 2018, le nombre d'entreprises modernes au Cameroun est passé à 34 688 unités, soit une augmentation de +13,5% par rapport à 2017 ; ce qui s'explique par l'amélioration de la collecte des DSF tant dans son volet papier que dans le volet électronique avec l'avènement de la télédéclaration. En effet, l'étude de la démographie des entreprises révèle une faible création d'entreprises entre 2017 et 2018, notamment des entreprises constituées en sociétés. .

Concernant la répartition géographique des entreprises du secteur moderne, la région du Littoral abrite le plus grand nombre d'entreprises, soit 44,0%, suivie de la région du Centre avec 37,8%. La répartition des entreprises modernes suivant la forme juridique révèle que les entreprises individuelles sont majoritaires avec un poids de 60,5%, suivies par les Sarl avec 30,0%. Les sociétés anonymes (SA) représentent 3%.

Concernant la répartition par branche d'activité, le « Commerce de gros et détail et réparation de véhicules » est le premier pôle de concentration des entreprises avec un poids de 48,7%, suivi par les « Activités fournies principalement aux entreprises » avec 21,8% ; ce qui confirme la tertiarisation de l'économie depuis plusieurs années. En effet, le secteur tertiaire, en 2018, pèse pour 51,6% dans le PIB nominal et contribue le plus à la croissance, situation observée depuis les années 90 marquées par la crise économique qui a fragilisé la structure de l'économie nationale

Sur le plan de l'emploi, les entreprises occupent au total 354 756 employés permanents en 2018. Cette faible capacité d'emplois des entreprises est surtout le fait des unités de petite taille employant au maximum 5 personnes en permanence, mais qui pèsent pour 81,4 % dans l'ensemble d'entreprises du secteur moderne.

Concernant le chiffre d'affaires, le montant généré par les entreprises modernes en 2018 se situe à 12 655 milliards de F CFA, avec une moyenne de 364 millions FCFA par entreprise. 58,1 % d'entreprises réalisent moins de 15 millions de FCFA de chiffre d'affaires, comme l'on pouvait s'y attendre, en raison de leur petite taille.

Annexe : Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent du Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent du Plan Comptable

DJIALEU Éric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

OLINGA Martin Paul, Cadre au Département et des Statistiques d'Entreprises

Equipe de relecture

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

OUMAROU IBN-EL Hamid, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KONAÏ Fidèle, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KENGNE KAMGA Arline Epse FOMBA, Chargé d'Etudes Assistant à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

NSONG NTOCK Magellan Noel Nino, Cadre au Département et des Statistiques d'Entreprises

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37

Site Web: www.ins-cameroun.cm